



La CGT départementale communique...

Union Départementale Cgt de Saône et Loire - 5 rue Guynemer - 71200 LE CREUSOT
Tél 03 85 57 35 15 - Mail ud71@cgt.fr - Site : <https://www.ud71.cgt.fr>

Agenda 2022

Commission Exécutive

UD

- Lundi 19 décembre

Comité Général de l'UD

CGT 71

le jeudi 19 janvier 2023
à la Salle de la Trèche à
Sanvignes les Mines



3 novembre 2022

PARAY LE MONIAL : La CGT se mobilise pour les élections territoriales

Du 1er au 8 décembre, tous les agents des fonctions publiques sont appelés à voter pour élire leurs représentants syndicaux. Jeudi matin, une douzaine de militants CGT se sont installés place de l'Europe. Si quelques-uns sont restés au stand, d'autres sont allés dans les établissements publics et scolaires pour informer sur l'enjeu des élections.

« Dans le département, nous avons près de 40 000 agents des fonctions publiques d'état, territoriales et hospitalière, explique Yannick Segaud, secrétaire de l'Union locale du Grand Charolais. Nous sommes inquiets car seul le vote électronique sera possible. Lors du dernier scrutin en 2018, il y a eu une baisse importante du nombre de votants quand ce système a été mis en place. Nous avons édité une brochure et les gens peuvent nous contacter car la démarche est complexe.

« Recueillir un maximum de voix permet de peser dans les négociations au niveau national, insiste Rémi Fonvieille. Le 10 novembre, nous aurons à Mâcon un rassemblement interprofessionnel. On défend les salaires, les embauches sous statut fonctionnaire. Dans les Maisons France Service, ce sont des contractuels. »



3 novembre 2022

CHALON SUR SAONE : Les salariés d'Enedis maintiennent la pression



Alors que les négociations salariales se poursuivent à Enedis, le gestionnaire du réseau de distribution électrique, les salariés du site de Chalon-sur-Saône, rue Georges-Lapierre, étaient toujours mobilisés ce jeudi. Sur fond de musique sonore et alimentant un feu de palettes, les salariés qui ont lancé un mouvement de grève reconductible, le 26 octobre, entendent maintenir la pression sur la direction nationale pour obtenir satisfaction. « Nos revendications n'ont pas encore abouti », précise Régis Sarandao, délégué départemental syndical de la CGT. Ces revendications portent sur une augmentation des salaires pour tenir compte de l'inflation à hauteur de 4,6 % pour 2022 et 2,3 %, en anticipation,

pour 2023. Un doublement de la prime d'astreinte, qui est actuellement de 220 €, figure également parmi les demandes du syndicat.

Contactée pour s'exprimer sur la suite de ce mouvement social, la direction régionale d'Enedis de Bourgogne Franche-Comté nous a fait parvenir ce communiqué, transmis à l'Agence France Presse par la direction nationale, faisant état d'« une première proposition comprenant 2,3 % d'augmentation pour tous les salariés, en plus de l'augmentation du salaire de branche, plus des mesures individuelles [...]. Une clause de revoyure à mi-année a également été proposé si l'inflation s'avérait supérieure à la prévision ».

9 novembre 2022

CHALON SUR SAONE : Enedis, fin de la grève chez « les hommes en bleu »

Ils ont obtenu gain de cause. Les salariés d'Enedis de Chalon-sur-Saône ont cessé leur mouvement de grève ce mercredi 9 novembre après les dernières négociations menées avec la direction de l'entreprise, mardi soir.

« Nous avons un accord oral au niveau national, indique Régis Sarandao, délégué départemental CGT. Les négociations ont abouti. Nous attendons l'officialisation aujourd'hui. »

Les salariés ont obtenu 200 € brut mensuels d'augmentation ainsi qu'une enveloppe pour des mesures individuelles. Ils étaient en grève depuis le 26 octobre.

« C'est plutôt intéressant pour nous, se réjouit le délégué syndical. Et nous avons une clause de revoyure à la fin du premier semestre 2023 pour refaire le point, notamment vis-à-vis de l'inflation. »

Le site Enedis de Chalon-sur-Saône emploie environ 40 salariés, "les hommes en bleu", pour l'exploitation, la maintenance réseau et les réparations. Avec les salariés des services supports, ils sont 80 en tout. Le taux de grévistes est monté jusqu'à 52 % en Bourgogne, mais 80 % en Saône-et-Loire pour les services d'exploitation.

À ses côtés, parmi la centaine de manifestants, venue pour presque la moitié du bassin minier : Julien. Après douze ans de métier et 1 900 euros net par mois, le syndiqué CGT acquiesce. « En douze ans de boulot, je n'ai eu droit qu'à une augmentation individuelle de 50 euros, il y a quatre ou cinq ans. Avec si peu, oui, les temps deviennent durs. » Dans les rangs constitués de travailleurs mais aussi de nombreux retraités, il y avait également Sébastien, leader CGT chez Industeel : « Dans l'entreprise en moyenne, 50 % des salariés débrayent le jour des appels à la grève nationale. Mais il est vrai que nous avons beaucoup de mal à mobiliser dans la rue », reconnaît-il.

Dans l'entreprise spécialisée dans la sidérurgie, où des mesures de chômage partiel ont été prises pour faire face à une baisse d'activité, la grogne n'est pas encore suffisante pour mobiliser chaque semaine, comme chez Safran. « Normalement, les négociations annuelles obligatoires devraient commencer mi-décembre. Beaucoup sont dans les starting-blocks et attendent ce moment pour obtenir de la direction des hausses de salaire pour pallier la perte du pouvoir d'achat due à une forte inflation. La grogne monte partout... », explique le représentant CGT.

Dans le Bassin minier, il n'y aurait pas de tensions particulières. En tout cas pas au point d'engager des actions coup de poing. « Il y a des débrayages ici et là, mais rien de vraiment significatif. Il n'y a pas de grosses actions comme chez Safran ou chez Alstom », reconnaît Robert Wattebled, secrétaire général de l'union locale CGT de Montceau. « Mais cela peut arriver, en fonction des situations locales, propres à chaque entreprise. » Des situations locales... Comme si fédérer devenait difficile pour la CGT qui, le 18 octobre, n'avait déjà rassemblé que 200 Creusotins et Montcelliens dans les rues de la cité minière.

MACON : Rassemblement CGT, le grand soir c'est pas pour demain...

Ce jeudi à 14 heures un rassemblement départemental était organisé à l'appel de la CGT devant la maison des syndicats de Mâcon, place des Cordeliers.

Initialement, il devait donner lieu à une manifestation conduisant les participants dans les rues de la ville avec halte devant la Préfecture.

Compte tenu du peu de monde présent – 70 personnes environ –, ce regroupement s'en est tenu à des prises de paroles sur le trottoir devant la maison des syndicats.

Déception certaine ressentie pour le plupart des présents, passer de quelques 300 à 400 manifestants au mois d'octobre à ce petit nombre aujourd'hui peut rendre amère et circonspect devant l'absence manifeste de beaucoup d'habités traditionnels.

- Veille d'un grand week end ?
- Coût d'une journée de grève ?
- Résignation face au nombre de rassemblements qui "ne servent à rien" ?

Les questionnements fusaient sur la place des Cordeliers en ce début d'après-midi ensoleillé... C'est oublier que les gouvernements qui se suivent et se ressemblent déconsidèrent les manifestations et l'expression citoyenne en général.

« On met les moyens en place pour inciter les gens à venir parler, exposer leur mécontentement, leur mal-être dans leur travail, on les incline à extérioriser leur angoisse, leur anxiété que nous ressentons dans la plupart des entreprises, administrations ou établissements de la fonction publique, nous leur disons de venir manifester, syndiqués CGT, autres syndicats ou non encartés, cela pour se délivrer, revendiquer et demander de meilleures conditions de travail, de meilleurs salaires, de meilleures protections sociales et de meilleures retraites, des emplois supplémentaires, moins de pénibilité au travail... »

De plus en plus de souffrances sont constatées, une dégradation sociale qui s'accroît s'ajoute à l'augmentation des coûts de la vie quotidienne, un individualisme qui va jusqu'au repli sur soi-même, les maux s'ajoutent, s'accumulent depuis la pandémie qui a depuis bousculé les relations avec le travail ... »

Alain Gaillard, secrétaire de l'union départemental CGT Saône-et-Loire
(ndlr : propos recueillis à chaud lors du rassemblement et mis en forme)

Présence au rassemblement de Luc Garnodier, secrétaire de la section syndicale CGT Educ'action 71 au lycée professionnel Alexandre Dumaine de Mâcon qui a confirmé, comme lors de la manifestation du 18 octobre, la menace d'une disparition des lycées professionnels tel qu'ils existent actuellement et qui risquent d'être rattachés au Ministère du Travail.



Le représentant syndical CGT d'EDF-GDF, aujourd'hui Enedis et Engie, entreprises distinctes, a aussi confirmé une série de grèves depuis la rentrée ce jusqu'au 8 novembre, mouvement non reconduit alors, mouvement lancé face aux insatisfactions face aux revendications non reconnues.

La CGT intérim, présente a, quant à elle, revendiqué la reconnaissance de l'ancienneté pour calculer les salaires des intérimaires.

Le matin la caravane des services publics lancée par l'Union Départementale CGT a fait halte à Mâcon en vue des élections professionnelles pour les trois versants des agents de la fonction publique (agents d'état, de la fonction publique territoriale, de la fonction publique hospitalière, soit 40 000 agents en Saône-et-Loire) qui auront lieu le 8 décembre prochain.

Pour inciter les salariés à voter, présenter les différentes revendications et ainsi conforter sa représentativité, cette caravane circulera jusqu'au 24 novembre prochain avec comme prochain rendez-vous Chalon et Louhans. Cette action a reçu un bon accueil des salariés des administrations présents, à midi une visite au RESCAM, le Restaurant de la Cité Administrative de Mâcon, a permis de sentir là aussi le désarroi des fonctionnaires, de faire état des échos des revendications de chacun.

Il est à noter que pour la première fois une liste de candidats CGT aux élections professionnelles des agents de la fonction publique a été constituée et présentée au sein de la préfecture ainsi qu'à la D.D.T. (Direction Départementale des Territoires).

14 novembre 2022

LACROST : Grève chez Silgan : les salaires en question



Depuis jeudi matin, une grande partie des salariés de l'entreprise Silgan de Lacrost est en grève.

Dans le cadre des NAO (négociations annuelles), les salariés se sont vu proposer une augmentation générale de 4%. « C'est insuffisant, clament les salariés soutenus par les deux syndicats CGT et CFDT. Nous réclamons 6% aujourd'hui. Et si nous ne sommes pas entendus par la direction, nous demanderons demain 8%, l'augmentation du Smic et le paiement des jours de grève. Nous voulons également dire à nos dirigeants que nous n'avons pas du tout apprécié les menaces de perte d'emplois et de délocalisation de notre production. »

14 novembre 2022

BOURBON LANCY : Débrayages chez FPT : d'après négociations autour des salaires

Depuis ce lundi 14 novembre, les syndicats CGT et Sud ont déclenché un mouvement de grève chez Fiat Powertrain Technologies à Bourbon-Lancy, suivi par FO ce mercredi après-midi. Quant au syndicat national indépendant (SNI), il a débrayé 2 heures le matin et l'après-midi mardi, mais n'appelle pas à la grève. Au coeur des négociations : le pouvoir d'achat.

En entreprise, les Négociations annuelles obligatoires (NAO) permettent d'aborder certains sujets sensibles entre représentants du personnel et Direction, comme la politique de rémunération, la pénibilité au travail, ou encore la parité entre les équipes de l'entreprise. À l'usine Fiat Powertrain Technologies (FPT) de Bourbon-Lancy, ces négociations ont débouché sur un mouvement de grève, lancé lundi par la CGT et Sud et rejoint depuis par Force ouvrière.

Comme en mars dernier, ces trois syndicats ont refusé les propositions d'avancées salariales provenant de la Direction des relations humaines du groupe FPT-IVECO. Pourtant, l'avancée de pratiquement quatre mois de la mise en place des NAO pouvait sonner comme une bonne nouvelle pour les salariés. Mais les leaders des syndicats ne le voient pas de cet œil. « Il faut savoir que ces NAO se sont faites à la demande des syndicats pour anticiper sur la perte de pouvoir d'achat », expliquent les représentants, qui évoquent « l'inflation galopante qui devrait passer à deux chiffres dès janvier. Et la direction nous propose seulement 120 € bruts jusqu'au coefficient 305, et 100 € à partir du coefficient 335 et cadres. Ce n'est pas suffisant pour les ouvriers ! »



FO demande 150 € au 1er janvier, tandis que la CGT et Sud souhaitent 250 €. « De même, le différentiel entre les salaires des ouvriers et des cadres est trop important. Il ne faut pas oublier que celui qui crée la richesse, c'est l'ouvrier », soulignent les syndicalistes.

Pour l'heure, la grève continue avec des débrayages de 2 heures, sur chaque poste. Elle est suivie par un peu plus d'une centaine de salariés le matin et environ 220 l'après-midi, puis 80 la nuit. Pendant ce temps, les salariés non grévistes et les intérimaires, tentent d'assurer les productions.

Les négociations doivent se poursuivre ce vendredi 18 novembre, « avec signature au plus tard à 12 h », indique la Direction, qui présente ses dernières propositions : « une augmentation générale au 1er janvier 2023 de 120 €, ainsi qu'une prime énergie de 100 € nets pour les salaires jusqu'à 3,5 Smic au 1er janvier. Puis un budget d'augmentation individuelle de 0,4 % en avril, la prise en charge de la mutuelle de 10 € bruts par mois, l'extension de la prime Leaders au Teams Experts, ainsi qu'un budget promo développement de 0,2 % géré par les RH sur toute l'année. » La Direction propose aussi « l'augmentation des primes spécifiques de 7 %, un bonus de 100 € pour 50 heures supplémentaires effectuées et la revalorisation de la grille interne des salaires de 4,5 % en janvier ». Tout en précisant que des réunions sur cet accord NAO pourraient être mises en place en avril et juillet, pour s'adapter à la situation.

Les négociations chez le plus gros employeur privé de Saône-et-Loire devraient donc se poursuivre.

17 novembre 2022

CHALON : La caravane des élections de la Fonction Publique CGT 71 faisait étape à Chalon/Saône

Depuis la mi-septembre, cette caravane sillonne le département de Saône-et-Loire à la rencontre des agents des différents services publics. Plus de détails avec Info Chalon.

C'est l'ensemble des salariés de la territoriale, de l'hospitalière et de l'État, quelque soit sa catégorie socio-professionnelle, qui est ainsi rencontré par le syndicat, dans le cadre des élections dans la Fonction publique qui se tiendront du 1er au 8 décembre 2022.

La démarche s'inscrit dans le contexte des luttes menées par la CGT, dans l'Éducation nationale, dans les hôpitaux, aux finances publiques et dans de nombreuses collectivités.



Au-delà de conforter la représentativité de la CGT dans les différents ministères, ce déploiement a pour objectif de faire connaître les orientations et les revendications de la CGT.

«La CGT est très attachée au bien commun que représentent les services publics pour l'intérêt général de tous les citoyens», nous explique Claude Cadot, le secrétaire général de l'Union départementale CGT de Saône-et-Loire.

C'est ce qu'une trentaine de militants présents sur le Chalonnais ont porté dans chaque établissements ou services visités, ce jeudi 17 novembre 2022.

Aux alentours de 12 heures, l'UD CGT71 s'est installée en face du restaurant McDonald's Chalon-sur-Saône Centre-Ville, Place de l'Obélisque, pour déjeuner avant de se disloquer.

17 novembre 2022

MONTCEAU: Syndicat CGT du CH Montceau : Elections professionnelles

« Le 17 novembre le syndicat CGT du Centre Hospitalier de Montceau était présent aux côtés de l'USD CGT 71 pour défendre les services publics.

C'était l'occasion également de rappeler l'importance des élections professionnelles qui vont avoir lieu du 1 au 8 décembre pour les scrutins départementaux (CAPD, CCP) et le 8 décembre pour les scrutins locaux (CSE, CAPL).

La CGT œuvre pour l'augmentation des salaires, l'amélioration des conditions de travail, pour le développement de la formation, pour la défense du service public et d'un statut protecteur pour les personnels ! Elle est présente sur le terrain, à vos côtés dans les services.

Elle ne limite pas son action aux déclarations dans les instances.

La CGT représente et assure la défense de tout le personnel, toutes les professions, quels que soient le corps, la catégorie ou le statut.

Le Ségur de la santé, quoiqu'en disent certains, n'a pas résolu les problématiques de rémunérations, de recrutement, d'amélioration des conditions de travail

Chaque voix pour la CGT nous permet de revendiquer plus fort : travailler mieux, vivre mieux, en préservant notre santé.

VOTER ET FAITES VOTER CGT !!! »

17 novembre 2022

CHALON : Réforme des lycées pro : faible mobilisation mais grosse inquiétude

Prévue jeudi en début d'après-midi, la manifestation contre la réforme des lycées professionnels a fait un four. Mais la trentaine de personnes présentes – des professeurs pour la plupart – a peur pour l'avenir des filières pros.

En ce moment, certains syndicats font la tête à cause de plusieurs choses. La première, c'est l'absence de motivation : « Ces dernières semaines, il n'y a pas eu de grosses mobilisations lors des manifestations. Et aujourd'hui (NDLR : jeudi), c'est pareil », se désole un Cégétiste.



Bon, en ce 17 novembre, la météo n'a pas vraiment aidé et le sujet pour lequel une vingtaine de membres de CGT Educ'action étaient réunis – la réforme des lycées professionnels – ne passionne visiblement pas les foules. Conséquence : alors qu'une manifestation devait avoir lieu dans les rues de Chalon, elle a purement été annulée faute de participants. Ils étaient peu, mais venaient de partout dans le département, de Chalon à Louhans en passant par Mâcon, Montceau et Blanzay. Tous sont profs en lycées professionnels et dépeignent un avenir très sombre pour les filières pros avec la nouvelle modification voulue par Emmanuel Macron. Elle prévoit de doubler la durée des stages en entreprise dans chaque lycée pro, pour converger la filière vers l'apprentissage.

Cela signifie aussi que les heures de cours vont chuter, au grand dam des enseignants : « On sait très bien que des matières vont purement et simplement disparaître l'an prochain. Mais même déjà cette année, dans certains Certificats d'aptitude professionnelle (CAP), il n'y a plus de cours de maths », admet Gilles, professeur de maintenance. Prof de lettres à Mâcon, Luc, a vu ses dernières années son nombre d'heures se réduire de 30 %. « J'ai l'impression que c'est comme un plan social mis en place par le gouvernement », renchérit Gilles, juste à côté de lui.

Les autres concernés sont bien sûr les élèves. « On est en train de tuer des diplômés et de fabriquer des travailleurs et non des citoyens. Ce n'est pas bon. Après la fin du cursus pro, certaines entreprises poussent les jeunes à se diriger vers un Brevet de technicien supérieur (BTS). Mais avec des heures de cours en moins en filières pros, je ne sais pas si des étudiants auront le niveau pour entamer un cursus supplémentaire et plus technique », estime un autre syndiqué. Une réforme qui commence à faire des dégâts à en croire certains. Ils évoquent déjà la disparition de la section Technicien ouilleur au lycée Niépce-Balleure à la rentrée prochaine.

Contacté, Christophe Bohême, le proviseur, nous a renvoyés vers le conseil régional. La vice présidente de la Région en charge des lycées, Océane Charret-Godard, n'a pas répondu à nos sollicitations à l'heure de boucler cette édition.

20 novembre 2022

MACON : La CGT de l'hôpital fait appel à un artiste pour moderniser son image

À quelques jours des élections professionnelles (du 1er au 8 décembre), la section CGT du centre hospitalier de Mâcon a décidé de moderniser son image. « On est un vieux syndicat, indique Michèle De Joseffo, la secrétaire du syndicat. On a besoin de s'ancrer dans le présent et l'avenir. »

Pour cela, le syndicat a choisi d'innover en passant une commande à l'artiste Ted Nomad, artiste mâconnais bien connu spécialisé dans le street art. Cette collaboration inédite a débouché sur une oeuvre intitulée Dans tes yeux. Loin du rouge vif historique de la CGT, cette toile fait la part belle au vert.



« La couleur de l'espoir mais aussi de la Terre, explique Ève Comtet-Sorabella, déléguée du personnel. L'art est important pour les soignants et les patients.

On en souhaiterait plus à l'hôpital afin de s'évader de la maladie. »

Pour créer cette oeuvre, Ted Nomad a rencontré des soignants. « Je suis très fier d'apporter mon soutien aux soignants qui ont connu une période très difficile. Cela me touche particulièrement car je suis né ici. »

Spécialiste du portrait, Ted Nomad a peint le visage d'une femme. « Une soignante ou une patiente. Chacun fera son histoire », affirme l'artiste. Cette oeuvre sera exposée sur les fenêtres du local syndical de la CGT, situé à l'entrée de l'hôpital mâconnais.

20 novembre 2022

MACON : Les syndicats alertent encore sur le manque de personnel

Si la CGT se réjouit de la « reprise des titularisations » au sein de l'hôpital, le syndicat dénonce encore et toujours « le manque de personnel ». « Tant que l'on n'améliorera pas les conditions de travail, ce sera compliqué, juge Ève Comtet-Sorabella. L'attractivité est en lien avec ce qu'on propose en termes d'organisation. C'est pour cela que nous demandons une infirmière en plus la nuit dans chaque unité. »

Le syndicat alerte aussi sur les salaires, notamment des agents de service hospitalier. « En début de carrière, ils touchent 1 707 € bruts par mois. Ce sont des travailleurs pauvres. » Le syndicat dénonce également « le manque de moyens » pour l'hôpital public. « Le gouvernement n'en fait pas une priorité, juge Ève Comtet-Sorabella. Au niveau local ce n'est pas mieux. Nous n'avons pas eu de réponse à nos courriers d'alerte envoyés au député, au maire et au président du Département. »

22 novembre 2022

CHALON : Une trentaine de salariés du secteur social et médico-social à la maison des syndicats

Mardi matin, c'est à l'appel de l'USD CGT Santé et Action Sociale 71 que des salariés du secteur social et médico-social se sont réunis à la Maison des Syndicats. Plus de détails avec Info Chalon.

Parmi les personnes présentes dans ce mouvement, figuraient des salariés des PEP 71, l'ADFAAH, l'AMEC, la Mutualité Française de Saône et Loire, des Papillons Blancs Bourgogne du Sud et la Sauvegarde 71.

Au regard de la fraîcheur ambiante, ils se sont retrouvés au local de l'Union Locale CGT de Chalon-sur-Saône pour partager un moment convivial et d'échanges sur des problématiques professionnelles.

Pour ces oubliés du Ségur, les organisations syndicales employeurs sont main dans la main avec le gouvernement.

«Ce même gouvernement qui ne nous entend pas en dépit des sollicitations individuelles, des alertes et des mobilisations du secteur ces derniers mois dans la rue. Ils détruisent nos conditions de travail d'accompagnement et de vie de nos bénéficiaires. Il devient normal aujourd'hui de travailler en mode dégradé», nous explique Céline Cuenot, déléguée Syndicale Sauvegarde 71.

«On nous oppose des difficultés budgétaires avec des risques pour les associations, une augmentation des charges et du coût de la vie. Et pour les salariés, le coût de la vie il augmente pas? Non, ce n'est pas normal! Les syndicats employeurs appellent à la mobilisation mais refusent lors des négociations annuelles l'extension des 183 euros à l'ensemble des professionnels. Seraient-ils schizophrènes?», poursuit-elle.

Soutenus par des collègues éducateurs qui eux ont bénéficié du Ségur et fatigués de répéter sans cesse les mêmes revendications sans jamais ni être entendus, écoutés ou considérés, ces oubliés du Ségur, services généraux, techniques et administratifs, exigent :



- **des postes supplémentaires pour alléger la charge de travail et maintenir la bonne prise en charge des bénéficiaires accompagnés;**
- **des augmentations de salaires : 300 euros pour toutes et tous;**
- **une convention collective unique à haut seuil d'exigence, c'est-à-dire avec une revalorisation salariale, un CT maintenu, une progression de carrière, pas de grille de salaire sous le SMIC et un maintien des congés d'ancienneté;**
- **une revalorisation du point, valeur du point à 5 euros;**
- **une prime de la valeur ajoutée.**

17 octobre 2022

LACROST: La grève prend fin chez Silgan

Depuis le 10 novembre, la majorité des 150 employés de l'entreprise Silgan de Lacrost était en grève dans le cadre des négociations annuelles. Ce mouvement a pris fin ce mardi après-midi, après que la direction et les salariés se sont mis d'accord sur une augmentation salariale de 5,1 %, en plus d'un accord sur les tickets-restaurants et la mutuelle. Un accord validé par la direction basée aux États-Unis qui convient aux salariés : « Nous avons revu nos exigences à la baisse et nous sommes contents de trouver un compromis. » Le directeur du site Sylvain Jacqueson est également soulagé : « Cela donnait une mauvaise image à notre entreprise, alors que c'est la direction qui avait proposé d'avancer les négociations annuelles de plusieurs mois en raison de l'inflation. Et la fibre sociale est une composante importante sur le site de Lacrost. »

29 novembre 2022

LE CREUSOT: Les salariés des associations tutélaire du département manifestent devant la Mairie

Ce mardi 29 novembre 2022, à l'appel de l'UFAS CGT 71, de la CGT 71, du collectif de salariés (es) Udaf 71, du collectif national des syndicats CGT des UDAF de tous les départements et de la commission de mobilisation du travail social, une cinquantaine de personnes venues de Mâcon, Chalon, Charoles et du Creusot se sont réunies devant la mairie du Creusot pour manifester. C'est Jean-Daniel Laurent pour le collectif des salariés (es) des associations tutélares qui a pris la parole : « Cela fait 358 jours que nous sommes mobilisés autour de revendications simples et légitimes : Le segur pour tous, la revalorisation salariale pour tous à hauteur des 30 % pour compenser notre perte de pouvoir d'achat sur les 20 dernières années, la revalorisation de la valeur du point d'indice conventionnel à 5€ pour cette année afin de



compenser l'inflation, l'inscription de nos métiers à notre convention collective CC66 et une charge de travail adaptée à nos missions et notre santé-sécurité...Chaque jour de l'année, dans nos métiers nous protégeons, accompagnons et défendons. Chaque jour nous constatons que personne ne veut entendre et répondre à nos revendications...» a expliqué Jean-Daniel Laurent, qui a invité ensuite les personnes présentes à appliquer ce qu'elles savaient faire : défendre leurs intérêts et leurs droits.

Un travail collectif sur les revendications devait se poursuivre immeuble Guynemer. Présent lors du rassemblement Patrick Martin pour l'union locale CGT a apporter le soutien de l'UL CGT : « On soutient votre mouvement, s'agissant de vos salaires et de vos conditions de travail...»

— ELECTIONS FONCTION PUBLIQUE —

service public **SALAIRES**
emploi ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE
PROTECTION **retraite**
SOCIALE

DU 1^{ER} AU 8 DÉCEMBRE 2022

A red banner with white text and illustrations. At the top, it says '— ELECTIONS FONCTION PUBLIQUE —'. Below that, a large white speech bubble contains the text: 'service public SALAIRES', 'emploi ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE', 'PROTECTION retraite', and 'SOCIALE'. At the bottom of the banner, there are several small yellow stick figures running from left to right. One figure on the left is holding a megaphone. The date 'DU 1^{ER} AU 8 DÉCEMBRE 2022' is written at the bottom of the banner.

